

« TENDANCES DE L'ORIENT »

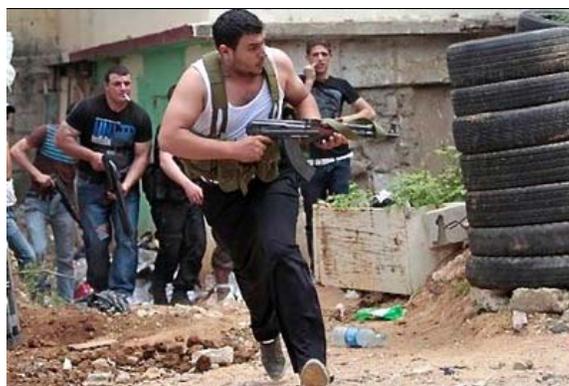
La stratégie pour soustraire le Liban-Nord à l'autorité de l'État est en marche.

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 21 MAI 2012

ENGLISH

La tendance générale



La stratégie pour soustraire le Liban-Nord à l'autorité de l'État est en marche

Les mouvements islamistes extrémistes et leurs sponsors régionaux et internationaux ne perdent pas espoir de mettre en œuvre leur plan qui consiste à sortir le Liban-Nord du giron de l'État, pour le transformer en base-arrière, où les insurgés syriens auraient une totale liberté d'action.

Après avoir mis à feu et à sang Tripoli, la deuxième ville du

Liban, prenant comme prétexte l'arrestation d'un militant salafiste, Chadi Mawlaoui, accusé de « *liens avec une organisation terroristes financée par un ressortissant qatari* », il ont entrepris de provoquer des incidents dans la région du Akkar, limitrophe de la Syrie. C'est ainsi que l'un des députés de la région, Khaled Daher, connu pour ses relations avec les groupes extrémistes, a décidé subitement d'organiser un meeting dans la localité de Halba, à la même heure et au même endroit que le Parti syrien national social (PSNS), qui commémorait le quatrième anniversaire du massacre de 11 de ses militants par des partisans de ce même Daher. L'Armée libanaise a donc renforcé ses mesures de sécurité pour empêcher les frictions entre les deux parties.

Mais l'incident qui a mis le feu aux poudres a eu lieu ailleurs, plus précisément dans la localité de Kweikhat, lorsque le convoi d'un cheikh sunnite proche de Khaled Daher a échangé des coups de feu avec des militaires libanais postés à un barrage après qu'il eut refusé de s'arrêter au check-point. Le dignitaire religieux sunnite, Ahmed Abdel Wahed et l'un de ses garde du corps ont été tués et un soldat blessé. L'armée a retrouvé une demi-douzaine de fusils-mitrailleurs, un revolver et plusieurs centaines de cartouches dans les deux véhicules tout-terrain du convoi. Un arsenal injustifiée pour une délégation censée se rendre à un meeting politique.

Juste après l'incident, deux députés du Akkar, Khaled Daher et Mouï'n Merhebi, membres du bloc parlementaire de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, ont dévoilé leur plan : ils ont appelé les habitants à « expulser » l'Armée libanaise du Liban-Nord pour la remplacer par les Forces de sécurité intérieure, des milices dirigées par des proches de Hariri.

Des groupes de jeunes ont ensuite coupé des axes routiers principaux au Liban-Nord, provoquant la paralysie de toute la région.

Pour désamorcer la crise, l'armée a annoncé la création d'une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances de l'incident. Le commissaire du gouvernement près le tribunal militaire, le juge Sakr Sakr, s'est rapidement rendu au poste de contrôle de Kweikhat où a été tué le dignitaire religieux.

Le chef du gouvernement, Najib Mikati, a pour sa part chargé le ministre de la Justice de suivre de près les investigations.

Le président de la République Michel Sleiman a regretté la mort de cheikh Abdel Wahed. Le chef de l'Etat a estimé que cet incident est « *une perte pour l'armée et les habitants du Akkar en même temps, car ces derniers constituent une partie très importante de l'institution militaire* ».

M. Sleiman s'est dit satisfait de la formation d'une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances de cet incident « *le plus tôt possible* ».

Malgré ces gestes d'apaisement, l'escalade s'est poursuivie. Des rafales sporadiques et des explosions ont été entendues dimanche soir dans le quartier de Tarik Jdidé à Beyrouth. Des dizaines de miliciens partisans de Saad Hariri ont attaqué la permanence du Courant arabe, une petite formation sunnite alliée à la Résistance, dirigée par Chaker Berjaoui. Les affrontements qui se sont poursuivis une bonne partie de la nuit ont fait une douzaine de blessés au moins.

Dans le même temps, des jeunes en colère ont bloqué de nombreuses routes à l'aide de pneus enflammés en plein cœur de la capitale. La seule autoroute qui relie Beyrouth au Liban-Sud a également été fermée.

Les forces de l'ordre sont intervenue pour rouvrir les axes routiers, en évitant l'affrontement avec les protestataires pour ne pas envenimer la situation.

Cette escalade politique et sécuritaire au Liban s'est

accompagnée d'une escalade régionale, avec la décision du Qatar, des Emirats arabes unis et de Bahrein d'interdire à leur ressortissant de se rendre au Liban.

Le lien entre les dimension interne et régionale est évident. Il est clair que le Liban est victime d'un complot ourdi par les pays du Golfe, pour créer une zone sécurisée soustraite à l'autorité de l'État, afin de servir de base aux insurgés syriens.

Après les dissensions qui frappent le Conseil national syrien et l'échec de toutes les tentatives visant à créer des « Benghazi » à l'intérieur de la Syrie, il ne leur reste plus que la carte du Liban-Nord. Voilà pourquoi ils ont provoqué les incidents de Tripoli puis ceux du Akkar.

Déclarations et prises de positions

► **Bachar el-Assad**, président de la République syrienne

« Les résultats des élections montrent que le peuple syrien soutient toujours la voie des réformes que nous avons annoncées il y a un an, et que la majorité soutient le pouvoir en place. Les élections reflètent la volonté du peuple, c'est un message fort pour tous. Appeler à boycotter les élections, c'est la même chose que d'appeler à boycotter le peuple, ce qui fait que je ne pense pas qu'ils les opposants aient un quelconque poids à l'intérieur de la Syrie. L'Armée syrienne libre n'est pas une armée, et elle n'est pas libre : elle reçoit des armes et de l'argent de l'étranger, de différents pays, c'est une bande de criminels. Des mercenaires étrangers ont été capturés. Les pays occidentaux ne font que parler de violence de la part du gouvernement, jamais un mot sur les terroristes. M. Annan va venir en Syrie et je vais lui demander des explications. J'espère que le nouveau président français va penser aux intérêts de la France, je suis sûr qu'ils ne consistent pas à continuer de semer le chaos au Proche-Orient et dans l'ensemble

du monde arabe. La France est responsable de la mort de centaines de milliers de Libyens. Le chaos en cours, le terrorisme, tout cela va avoir des répercussions sur l'Europe dont les Syriens sont les voisins. »

► **Ehud Barak**, ministre israélien de la Défense

« Je suis tout à fait frustré par la lenteur de l'effondrement du régime syrien. Je crois qu'Assad est fichu de toute façon. Il faut hausser le ton beaucoup plus fort. Il est important que toutes les mesures possibles soit prises par la communauté internationale, par l'Otan, par les États-Unis, par les Russes. La Turquie pourrait jouer un rôle spécial pour accélérer l'ensemble. Je pense qu'une méthode pourrait être trouvée pour changer le régime en Syrie, de préférence celle de l'exemple yéménite, c'est-à-dire en laissant Assad et son groupe quitter le pays et sans démanteler le parti, les renseignements, les forces armées. »

► **Najib Mikati**, Premier ministre du Liban

« Nous avons traversé de multiples épreuves, avec succès, et il est temps que nous discussions tous, les uns avec les autres, clairement et franchement et sans aucune complaisance. Il faut débattre de l'avenir des nouvelles générations. Discuter franchement de l'avenir de notre pays et le préserver. »

► **Michel Aoun**, principal leader chrétien libanais (allié du Hezbollah)

« Le président Michel Sleiman s'entête. Il ne veut pas de dialogue. Il n'a personne au Parlement, mais il veut quand même s'imposer. Je savais dès le départ que j'allais être déçu par Najib Mikati. J'aurais préféré Omar Karamé comme Premier ministre, mais comme la majorité a opté pour Mikati, nous avons dû le nommer. Le Premier ministre bloque tous les projets qui lui sont soumis par le CPL. Pourquoi Walid Joumblatt se mêle-t-il de l'affaire Mawlaoui ? M. Joumblatt s'est engagé dans un processus qui ne lui laisse aucune marge de manœuvre. Il ne peut pas faire chuter le

gouvernement parce qu'il lui est demandé de prendre cette initiative en septembre prochain. Je suis favorable à toute médiation pour un rapprochement avec Joumblatt, mais je ne pense pas qu'un dialogue avec lui sera fructueux. »

► **Général Jean Kahwaji**, commandant en chef de l'Armée libanaise

« Il n'est pas permis de porter atteinte au prestige de l'armée, sinon il ne restera rien de l'institution militaire. Il faut au contraire la renforcer davantage. L'armée est déterminée à accomplir sa mission à Tripoli, pour assurer un retour à la normale, et éviter un débordement vers d'autres régions. Des ordres claires sont données aux militaires pour y restaurer la sécurité et la stabilité, tout en épargnant les pertes dans les rangs des civils. L'armée est au service de tous. Elle ne prend parti ni pour Jabal Mohsen, ni pour Bab el-Tebbané. Une responsabilité fondamentale incombe aux hommes politiques, surtout à ceux qui peuvent être écoutés par les éléments armés, tout en sachant que plus de la moitié de ces hommes armés à Tripoli sont des partisans des responsables politiques. Il leur incombe en effet de retirer ces éléments armés, d'apaiser le ton du discours politique et de contribuer à la sécurité, à la stabilité et à la décrispation dans la ville. »

► **Mohammad Raad**, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

« Ce qui se passe au Liban-Nord risque d'être lourd de conséquences pour l'ensemble du pays. Il faut faire preuve d'une grande vigilance. La politique de dissociation de la crise syrienne et des problèmes alentour adoptée par le Liban est dans l'intérêt de tous les Libanais. L'implication du Liban dans ces crises risque de déstabiliser le pays. »

Revue de presse

► **As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 18 mai 2012)

Nabil Haïtham

Les évènements qui ont secoué Tripoli la semaine dernière indiquent que le chef-lieu du Liban-Nord est devenu l'arène de rivalités politiques entre les différentes formations de la ville. Ces dernières ont été débordées par leurs nouveaux partenaires, les courants salafistes, qui se sont imposés en maîtres des lieux.

Najib Mikati s'est trouvé avec les ministres originaires de Tripoli dans une situation délicate, car les combats ont eu lieu sur ses terres. Il s'est vu dans l'obligation de prendre une position de défense offensive en vue de surmonter les pièges qui lui étaient tendus, d'autant plus qu'il craignait que ces évènements ne soient un complot visant à reproduire la scène de la chute du gouvernement de Karamé.

Depuis le 14 février 2005, le Courant du futur agit comme s'il dominait la scène politique au Nord et à Tripoli. Pour le mouvement de Saad Hariri, cette région constitue son réservoir humain et la dynamo de ses batailles et épreuves politiques. Cependant, les derniers évènements de Tripoli ont démenti cette réalité, à la lumière de l'impuissance dont ont fait preuve ses ténors.

Si l'Arabie saoudite et la Syrie se sont exprimées contre les évènements de Tripoli, des points d'interrogations se posent sur la présence d'une nouvelle force régionale sur la scène tripolitaine, le Qatar, qui est l'un des pays les plus influents sur les groupes salafistes. Un observateur constate que le Courant du futur se trouve dans une situation critique, que ce soit en dehors de pouvoir, au sein de l'opposition, au niveau de son attractivité politique, au niveau de sa relation avec le Hezbollah, et en raison de ses divergences latentes avec les courants salafistes qui grignotent de sa popularité. Comment le Courant du futur affrontera-t-il le danger salafiste ? aura-t-il recours aux surenchères dans ses discours ou, au contraire, à la modération et

à l'ouverture ?

► *As Safir* (17 mai 2012)

Kassem Kassir

Des diplomates européens à Beyrouth affirment que le président Bachar al-Assad va rester encore au pouvoir pour une longue période car « pour le moment il n'existe pas de plans décisifs pour le renverser aussi bien chez l'opposition divisée que chez les pays occidentaux et arabes ». Aussi, les parties libanaises doivent-elles s'employer à empêcher que la crise en Syrie ne s'étendent à leur pays et doivent retourner à la table de dialogue pour s'entendre sur une loi électorale et sur les armes du Hezbollah ». « Les Libanais n'ont d'autres choix que de s'asseoir autour d'une même table et de cesser de poser des conditions préalables », affirment-ils.

Ces diplomates soulignent que le régime syrien a réussi à résister et à se maintenir, démentant tous les pronostics arabes, internationaux et ceux de l'opposition, en dépit des lourdes pertes humaines, des sanctions et des mouvements populaires et militaires de l'opposition, « qui ont fatigué le régime mais ne l'ont pas fait tomber ». Ils ajoutent que la seule solution actuellement disponible est le plan de sortie de crise de l'émissaire international Kofi Annan pour mettre un terme à la violence et entamer un dialogue entre le régime et l'opposition pour arriver à une solution politique semblable au projet proposé par les pays du Golfe pour le Yémen.

Les diplomates européens sont inquiets de voir la crise syrienne s'étendre au Liban, surtout après les incidents au Nord et dans la Békaa. Malgré leur confiance dans l'action du gouvernement, de l'armée et des services de sécurité, ils craignent une dégradation de la situation, qui pourrait avoir des répercussions sur toutes les régions libanaises. Cela nécessite une intensification des contacts entre tous les leaders libanais et il n'y a aucune raison pour que le dialogue ne reprenne pas, d'autant que l'évolution de la situation

en Syrie n'est pas claire à cause de la force du régime et de ses institutions militaires et sécuritaires et de l'inexistence de conditions favorables à une intervention étrangère. Sauf si de nouveaux accords sont conclus entre la Russie, l'Amérique, l'Europe et l'Iran. Les diplomates européens concluent en appelant les responsables libanais à assumer leurs responsabilités sans attendre les développements et les initiatives extérieures.

► *As Safir* (15 mai 2012)

Mohammad Ballout, correspondant à Paris

Un conseiller auprès d'une compagnie pétrolière française rapporte que les sociétés pétrolières internationales ont entamé l'élaboration des plans relatifs aux opérations de forage dans le triangle maritime Liban-Chypre-Palestine, après que la présence d'une grande réserve y fut établie. Plusieurs compagnies seront en lice dans la course du forage pétrolier dans la méditerranée, dont américaines Chevron et Exxon, les françaises GDF Suez et Total, la compagnie russe Gazprom et autres. L'intérêt international grandissant pourrait compliquer les données géostratégiques, dans la mesure où le facteur du gaz et du pétrole interviendra dans les calculs des conflits entre les acteurs régionaux et internationaux. Dans ce cadre, les grandes compagnies prennent en considération les contentieux relatifs aux frontières maritimes. Celles qui obtiendront le droit de forage, d'exploitation et de gestion des gisements de gaz, veilleront à ne pas opérer dans des zones qui font objet de dispute. Ceci s'applique en particulier sur les compagnies qui ont reçu des offres de la part d'Israël. Des concertations sont en cours sur les projets qui doivent être entrepris dans des zones exploitables soumises clairement à la souveraineté du pays en question. Cette proposition a été avancée par l'envoyé américain Frédéric Hoff durant sa visite au Liban. D'où l'idée de tracer une ligne bleue maritime, en l'absence d'une délimitation des frontières maritimes. Au Liban, les conditions d'opération sont claires. La loi libanaise relative au secteur

pétrolier prévoit la création d'un consortium pluridisciplinaire pour procéder au forage pétrolier. Les compagnies qui opéreront dans la région proposeraient la mise en place d'un gazoduc qui permettra d'acheminer le gaz vers Chypre pour son exportation. D'autres propositions font état de l'installation de ports flottants reliés aux pompes d'extraction.

► **An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars, 18 mai 2012)

Rita Sfeir

Un diplomate européen en poste à Beyrouth et à Damas évoque les relations entre la Syrie et la communauté internationale. Il déclare : « Si nous voulons une solution politique à la crise syrienne, la seule initiative existant aujourd'hui est le plan de Kofi Annan. Nous ne nions pas que son succès dépend de plusieurs parties. Le gouvernement syrien bien sûr, mais aussi l'opposition. Toutefois, nous avons devant nous quatre oppositions : une en exil, représentée par le Conseil national syrien et certains groupes ; une autre interne et classique, représentée par le Comité national de coordination et d'autres personnalités ; les comités de coordination locaux qui sont présents sur le terrain ; et l'opposition armée, représentée par l'Armée syrienne libre. 14 mois après la crise, disons-le avec sincérité : le régime reste solide et aucune fissure significative n'a encore eu lieu. Nous savons que plus la crise dure, plus la solution devient difficile. Et l'apparition de l'extrémisme complique les choses. Nous remarquons cela sur le terrain, surtout après les attentats de Damas, qui ont braqué la lumière sur des groupes qui essaient de prendre l'initiative. Y a-t-il une tierce partie ? Peut-être. De toute façon, cette théorie a commencé à apparaître après la fermeture de l'ambassade des Etats-Unis à Damas. »

« Nous appuyons le plan Annan, y compris le premier point concernant le dialogue politique, ajoute le diplomate européen. Russes et Américains ont des agendas différents. Mais tous sont d'accord qu'une éventuelle guerre civile aurait de graves

répercussions, et que la montée des islamistes est inquiétante, surtout pour l'Occident. Nous savons que la réussite du plan Annan repose essentiellement sur les pressions exercées pour mettre un terme à l'armement de l'opposition syrienne. Nous savons aussi que tous ont fait de mauvaises évaluations : Les Russes, qui ont pensé que le régime syrien écraserait la rébellion en quelques semaines, et l'Occident, qui a cru à une chute rapide du président Assad. Certes, certains parties semblent avoir renoncé à la condition du départ du président syrien. Mais en même temps, la situation ne peut revenir à ce qu'elle était avant mars 2011. Les négociations entre le régime et l'opposition nécessitent des concessions mutuelles, et la « potion magique » espérée tournera autour du mandat présidentiel, qui s'achève en 2014. »

► *Al Akhbar* (Quotidien libanais proche de la majorité, 18 mai 2012)

Jean Aziz

Les analystes estiment que les affrontements de Tripoli ont fait tomber tous les masques et mis au grand jour les acteurs qui y sont impliqués : les chefs de file, les membres permanents et réservistes de chaque groupe militaire, le réseau de leurs adeptes civils, leur répartition géographique, les dépôts de munitions, les moyens de communication. Cependant, la plus importante découverte qui frise le scandale, a été celle des fondamentalistes, démasqués à trois niveaux.

Ainsi, au niveau sécuritaire et militaire, les incidents ont révélé que le nombre des fondamentalistes actifs, estimé à Tripoli à 300 éléments, est insignifiant. Un constat rassurant, compte tenu de la taille populaire civile des courants islamistes dans la ville.

Sur le plan sociologique, les fondamentalistes, de par leur idéologie et leurs réseaux de mobilisation, concentrent leurs efforts sur les franges les plus défavorisées, les plus démunies et les plus pauvres de la société. Les ceintures de misère à Tripoli ont

constitué un terrain fertile pour leurs activités. Mais comment ces éléments pauvres ont-ils pu se procurer des armes qui coûtent plus de 3000 dollars pièce ? Il y a donc des financiers qui payent et c'est rassurant, car il suffit d'assécher ce financement pour éliminer le problème de la violence armée à Tripoli.

Au niveau politique, le scandale se manifeste dans l'embarras dans lequel se trouve le tandem sunnite, soit l'équipe Hariri et les Frères musulmans. Ce duo se trouve aujourd'hui pris entre le marteau et l'enclume : en ménageant les auteurs des actes de violence, il entachera son image, et en y faisant face, il risque de s'aliéner la rue. La réaction des Haririens et de la Jamaa Islamiya aux incidents s'est contentée de limiter les dégâts.

► *Al Akhbar* (17 mai 2012)

Nasser Charara

Après l'arrestation du militant salafiste Chadi Mawlaoui à Tripoli, les renseignements militaires ont arrêté deux jeunes gens soupçonnés d'appartenir à Al-Qaïda à Beyrouth. L'arrestation a eu lieu dans la région d'Aïn Mreissé et les suspects sont le Syrien Samir K. et une autre personne dont l'identité n'a pas été révélée, appelée Anas A.

Des sources de sécurité ont indiqué que les deux suspects, qualifiés d'« ordinaires », sont venus au Liban pour y acheter des armes. D'autres sources indiquent que les moyens utilisés pour leur arrestation montrent qu'ils sont « très importants ».

Une source diplomatique à Beyrouth a affirmé être au courant de cette opération.

Cette même source ajoute que le Liban connaît actuellement une vague d'arrestations de personnes suspectées de faire partie d'« organisations terroristes avec une couverture internationale ». Car les informations en possession des services de renseignements américains et du Commandement central (CentCom) font état d'une grande activité de ces organisations, notamment au

Liban-Nord et dans certains camps palestiniens, en direction du Yémen et de Syrie. C'est ce qui a poussé de hauts responsables du département d'Etat à faire état d'une infiltration de l'opposition syrienne par Al-Qaïda.

La source précitée souligne que les informations sur l'existence de plans pour assassiner des dirigeants libanais ne sont pas nouvelles et datent de plusieurs mois. Les services de renseignements occidentaux s'attendent à une réaction d'Al-Qaïda à cause des coups qui lui a assés l'Etat libanais. La source explique que l'attitude Etats-Unis n'est pas dictée par un éventuel changement de position concernant la crise en Syrie mais par l'intérêt national supérieur, qui est défini avec la contribution du CentCom. D'ailleurs, le chef des troupes terrestres US dans la région, le général Vincent Brooks, a informé les responsables qu'il a rencontrés à Beyrouth le mois dernier qu'il n'était pas concerné par la chute du régime syrien, mais par trois considérations qu'il a communiqué à ses interlocuteurs : 1-la crainte de voir des groupes extrémistes syriens s'emparer d'armes non-conventionnelles ou de missiles sol-air des dépôts de l'armée syrienne. 2-la crainte d'une déstabilisation du Liban, car la stabilité reste, pour l'instant, un impératif stratégique US. 3-La poursuite de la trêve entre Israël et le Hezbollah, à conditions que la Résistance ne s'équipe pas en armes qui briseraient l'équilibre.

► ***Al Akhbar*** (15 mai 2012)

L'arrestation de Chadi Mawlaoui, qui a déclenché les incidents de Tripoli, a été décidée après que la Sûreté générale eut arrêté trois personnes, dont deux ressortissants, jordanien et qatari, révèlent des sources de sécurité. Ces interpellations ont eu lieu conformément à des informations transmises par les services de renseignements américains au sujet d'un jeune homme jordanien, appelé Abdel Malek Abdel Salam, venu de Syrie et qui s'appêtait à quitter le Liban. Ces informations stipulaient qu'Abdel Salam est un coordinateur travaillant pour le compte d'Al-Qaïda dans plusieurs

pays du Moyen-Orient, dont l'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan, la Syrie, le Liban et la Jordanie. Le nom du suspect a été communiqué à tous les postes-frontières. Il a finalement été arrêté alors qu'il tentait de voyager pour Amman à partir de l'aéroport de Beyrouth. Au cours de l'interrogatoire, Abdel Salam a reconnu les faits qui lui sont reprochés et a avoué recevoir de l'argent d'un ressortissant qatari appelé Abdel Aziz Attiya. Ce dernier, qui a subi au Liban une intervention chirurgicale, a été arrêté dans un hôtel de Sin el-Fil.

Abdel Salam a révélé aux enquêteurs que son contact au Liban était un jeune homme du Nord, surnommé Adam, qui s'occupe de la coordination entre des groupes affiliés à Al-Qaïda au Liban et en Syrie. Les services de sécurité ont réussi à localiser un numéro de téléphone qu'Adam avait revendu à un homme de la localité de Majdlaya, à Zghorta. L'interrogatoire de ce dernier a permis de découvrir le véritable nom d'Adam, qui n'est autre que Chadi Mawlaoui. A son tour, ce dernier a reconnu devant les enquêteurs sa fonction de coordinateur entre les cellules d'Al-Qaïda au Liban et en Syrie. Toutes ces informations ont été communiquées au procureur général près la court de cassation, Saïd Mirza, et au juge militaire Nabil Wehbé, qui instruit l'affaire.

► *L'Orient-Le Jour* (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad

Pour la première fois depuis des années, les notables de Tripoli ne cachent pas leur angoisse pour l'avenir. Si ce n'est certes pas la première fois, depuis 2005 en tout cas, que des affrontements opposent Bab el-Tebbaneh à Baal Mohsen, faisant même des morts et des blessés, c'est certainement la première fois que la tension est si grande dans l'ensemble de la ville et que la situation risque de devenir incontrôlable. Selon un cheikh proche des courants islamistes, il ne s'agit plus désormais de l'antagonisme traditionnel entre les alaouites de Baal Mohsen et les sunnites de Bab el-Tebbaneh, sur fond de rivalités électorales ou de volonté de

mettre en difficulté le Premier ministre originaire de la ville et ses nombreux ministres tripolitains. Cette fois, de nouvelles composantes sont entrées sur la scène et transforment la capitale du Nord en ville plus proche des événements en Syrie que de la situation libanaise.

Ce que craignaient certains est donc devenu une réalité : la situation à Tripoli et dans le Nord en général est en train d'échapper à tout contrôle. Il est vrai qu'au cours des dernières années, il y avait une volonté délibérée de maintenir une certaine instabilité dans la ville pour adresser des messages plus ou moins musclés à différentes parties internes.

Mais cette fois, la déstabilisation dépasse les petits enjeux internes. La crise syrienne est maintenant une partie intégrante de la situation à Tripoli, et dans le Nord en général, et les habitants vivent au rythme des développements en Syrie. Le cheikh proche des islamistes annonce ainsi sans la moindre gêne que les éléments de l'Armée syrienne Libre circulent en toute liberté à Tripoli et ils y ont même un hôpital pour soigner leurs blessés ainsi que des appartements loués un peu partout pour abriter leurs familles. Tout en étant sage sur le plan théorique, la politique du chef du gouvernement de se tenir à l'écart des développements en Syrie, pour éviter une division encore plus grande des Libanais, ne semble plus tenir la route, les événements sur le terrain plaçant directement le nord du Liban et l'est de la Békaa au cœur de la crise syrienne, et il devient de plus en plus difficile d'y faire régner le calme.

Que s'est-il donc passé pour que la situation dégénère aussi rapidement au cours du week-end ? Les habitants de Tripoli racontent que tout a commencé lorsque les éléments de la Sûreté générale ont arrêté samedi un membre présumé d'Al-Qaïda, Chadi Mawlaoui. Mais la tension était déjà bien grande et il est clair que de nombreuses parties appartenant à la mouvance islamique étaient déjà prêtes à réagir. L'arrestation de Mawlaoui n'est donc

pas vraiment la cause, mais elle a constitué une sorte de sonnette appelant les islamistes à réagir. Selon les analystes de la ville, ces groupes islamistes, salafistes et autres, ont choisi ce timing pour apparaître au grand jour et ils cherchent désormais à s'imposer comme les véritables maîtres de la ville.

En apparence, c'est le mufti Chaar, connu d'ailleurs pour sa modération et sa sagesse, ainsi que les députés de la ville qui négocient avec les autorités le retrait des manifestants, mais en réalité, ceux-ci obéissent à des chefs occultes qui veulent avoir leur mot à dire. Les événements de Tripoli ont ainsi non seulement mis en difficulté le Premier ministre Najib Mikati, ainsi que le ministre des Finances Mohammad Safadi, mais ils mettent aussi en cause le leadership du courant du Futur sur la scène sunnite.

Comme à son habitude, M. Mikati cherche à ménager la chèvre et le chou, mais en fin de compte, il ne peut pas désavouer les forces armées légales, dont la Sûreté générale qui a agi selon les méthodes habituellement utilisées pour arrêter des personnes recherchées par la justice. Celle-ci ne s'y est donc pas trompée puisque le parquet a aussitôt engagé des poursuites contre Mawlaoui et d'autres, accusés de former un groupe armé, avant de les déférer devant le juge d'instruction. Ce qui signifie que les services de sécurité et la justice agissent de pair et qu'il n'est pas question que les institutions de l'État reculent devant la pression des partisans des uns et des autres.

En même temps, le bloc parlementaire du courant du Futur a appelé les ministres à démissionner et les députés à suspendre leur participation aux séances parlementaires, non pas tant pour défendre la cause de Mawlaoui et de ses compagnons, mais parce qu'il craint d'être débordé par les mouvements extrémistes islamiques. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si pour la première fois depuis des années, une cérémonie organisée par la Jamaa islamiya à l'Unesco (en hommage au secrétaire général du mouvement mort il y a un an) a attiré tant de monde, dont le

Premier ministre Nagib Mikati mais aussi le chef du bloc du Futur Fouad Siniora. Aujourd'hui, la classe politique sunnite traditionnelle craint plus que tout les courants islamistes, à la faveur de leur renforcement dans de nombreux pays arabes. Elle se voit donc obligée de prendre des positions extrêmes pour rester populaire et leur retirer l'herbe sous le pied.

D'ailleurs, les milieux tripolitains proches du courant du Futur ne cachent pas leur crainte vis-à-vis de ces « éléments incontrôlés », qui reçoivent directement des fonds de groupes islamistes dans le monde arabe et qui pèsent de plus en plus sur la scène nordique. Ces milieux continuent de miser sur le fait que les événements des derniers jours seront rapidement circonscrits car, selon eux, il n'y a pas de décision arabe et internationale de déstabiliser le Liban, mais à chaque secousse, ils se sentent un peu plus affaiblis, avec le sentiment que la base est en train de se rallier de plus en plus aux thèses extrémistes... Et ils commencent à avoir le sentiment qu'ils contrôlent de moins en moins la rue sunnite.

► *Washington Post* (Quotidien étasunien, 14 mai 2012)

Des militants syriens, et des responsables américains et d'autres pays révèlent que les rebelles syriens commencent à obtenir plus d'armes, et de meilleure qualité, grâce à un effort financé par les pays du Golfe et coordonné en partie par les États-Unis.

Au sein de l'administration Obama, on souligne que les États-Unis ne fournissent pas ni ne financent cet équipement létal, qui comprend des armes antichars. Au lieu de cela, dit-on, le gouvernement a étendu ses contacts avec les opposants armés afin de fournir aux pays du Golfe des informations sur la crédibilité des rebelles et leur chaîne de commandement.

« Nous augmentons notre aide non létale à l'opposition syrienne, et nous continuons à coordonner nos efforts avec nos amis et alliés dans la région et au-delà, afin d'avoir le meilleur impact sur notre action collective », explique un haut responsable du département

d'Etat. Les contacts des Etats-Unis avec la rébellion et le partage d'informations avec les pétromonarchies du Golfe marquent un tournant pour la politique américaine en Syrie, alors que l'espoir d'une solution à la crise s'amenuise tous les jours.

► ***Weekly Standard*** (Hebdomadaire étasunien, 14 mai 2012)

Contrairement à beaucoup de Libanais, le leader des Forces libanaises, Samir Geagea, ne pense pas que le soulèvement syrien ait des conséquences négatives sur le Liban. « Oui, ce qui se passe en Syrie aura un impact sur ce qui se passe au Liban, mais de manière positive. Plus le régime syrien sera affaibli, plus il y aura de liberté au Liban ».

Comme en 2009, c'est le vote des chrétiens qui déterminera le résultat des élections parlementaires de l'année prochaine. Aujourd'hui, selon Geagea, les sondages montrent que les Forces libanaises ont gagné en popularité et passent même devant Aoun. Depuis 2005, c'est le leader du Courant patriotique libre (CPL) qui a toujours remporté la majorité des voix chrétiennes. Mais comme l'explique Geagea, les électeurs vont placer Aoun devant ses responsabilités. « Aoun a placé son action politique sous la bannière de la lutte contre la corruption mais aujourd'hui au pouvoir, lui et ses ministres se sont comportés comme les responsables les plus corrompus ». « Si le Hezbollah devait considérer que les élections de 2013 ne tournaient pas en sa faveur, il pourrait essayer de saboter l'échéance. Il fera tout ce qu'il pourra ». Geagea se dit surpris par le fait que « les États-Unis ne soient plus leaders. C'est pour cette raison que la situation en Syrie reste bloquée. La Russie joue son rôle aujourd'hui à Damas seulement parce que les États-Unis n'ont pas pris les rênes de l'action diplomatique. Si les États-Unis devaient ne pas aider l'opposition syrienne, cela aurait un impact négatif sur la région. Mais si elle devait le faire, ce serait une situation de gagnant-gagnant

Pierre Khalaf

Source

[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « La stratégie pour soustraire le Liban-Nord à l'autorité de l'État est en marche. », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 21 mai 2012, www.voltairenet.org/a174251